

commandant de se tenir toujours sur le terrain légal. Là, comme dans quelques complots qui ont éclaté par la suite, fomentés dans des groupes de tout jeunes gens, il est permis de soupçonner la main de l'Allemagne : un homme de la police fédérale s'y trouve toutefois impliqué comme agent provocateur. Au cours de la période électorale, l'agitation, accompagnée de quelques désordres, se poursuit très vive et n'est pas limitée à un seul parti.

Que nos amis canadiens règlent leur participation soit économique, soit militaire, d'après leurs ressources et à leur convenance, c'est évidemment leur affaire et nous n'avons pas l'impertinence de nous en mêler. Mais, contrairement à la conviction que certaine propagande cherche à répandre chez eux, nous sommes en droit de les avertir qu'ils sont directement intéressés à la victoire commune. Si la défense du Canada n'est pas actuellement en jeu au sens constitutionnel du mot, ce que j'ignore, en revanche sa liberté, son existence en tant que colonie autonome, dépendent de l'issue du terrible conflit. Partie intégrante de l'Empire britannique, il pouvait, sans doute, en vertu d'arrangements intérieurs à l'Empire, rester spectateur indifférent du drame, il ne peut échapper aux terribles conséquences d'un désastre. En vain, M. Bourassa, qui voit ici crouler la base de sa politique, cite sous tous les cieux des terres fertiles qui, avant la Confédération, exciteraient la convoitise de l'Allemagne : il est douteux que, pour ne pas contrister le chef nationaliste, cette nation de proie renonce, en cas de victoire, au continent où se trouvent sous un climat tempéré d'admirables richesses naturelles et une population encore clairsemée. C'est en vain qu'admettant par hypothèse bienveillante un danger possible il conseille de se consacrer sur place à la défense locale, conseil vraiment trop puéril, et il faut renvoyer le directeur du "Devoir", qui a des lettres, au combat des Horaces et des Curiaces. En vérité, jamais depuis bien longtemps une domination aussi brutale qu'hypocrite, un esclavage aussi déshonorant et qui tuerait toute douceur de vivre et toute dignité, n'ont menacé le monde. Eh quoi ! devenir Prussien ! et, qui plus est, Prussiens de seconde classe ! Non, en restant debout aux côtés de l'Entente, les Canadiens ne sont pas seulement les chevaliers du droit qu'un instinct généreux les a pressés d'être, ils sont les champions de leurs droits, de leurs libertés, de tous leurs intérêts moraux et matériels. De toutes les victimes d'aujourd'hui ou de demain, marquées par la prévoyante Allemagne, l'union fait la force jusqu'au bout par la victoire (1).

L. LEAU.

1—Dans leur pèlerinage patriotique, le maréchal Joffre et M. Viviani ont franchi la frontière du Canada. Il est impossible de ne pas mentionner ici la vibrante ovation qu'à Ottawa, le 12 mai dernier, le Parlement canadien fit au second et l'accueil enthousiaste, plein de cœur et de respectueuse admiration, que le premier reçut le lendemain de la population et des corps constitués de Montréal, où il passa la garnison en revue.

août 1918.—Depuis la rédaction de cet article, les élections générales ont eu lieu. Le gros des opérations électorales (qui devaient se poursuivre encore durant quelques semaines) était terminé au milieu de décembre. Par une majorité déjà aussi forte que celle qui l'avait porté au pouvoir en 1911, 47 voix, M. Borden restait maître de la situation; sur 235 sièges à pourvoir, 229 étaient dès lors occupés, 138 par des députés unionistes, 91 par des opposants, et ces résultats furent confirmés et consolidés par la suite. La province de Québec et les provinces maritimes ont donné une majorité écrasante à M. Laurier ; à M. Borden l'Ontario et l'Ouest. Seuls, trois candidats unionistes ont réussi à passer dans le Québec et tous trois dans les quartiers cosmopolites de Montréal. Ce qui achève de caractériser l'élection, c'est que, manifestement, les succès des vieux libéraux dans les provinces maritimes sont dus pour une bonne part aux Acadiens comme ceux, peu nombreux, de l'Ontario et ceux, plus clairsemés encore, de l'Ouest aux Canadiens français. Ce serait toutefois une grave erreur que de se représenter la masse des électeurs comme partagée en deux blocs, l'un de langue française, l'autre de langue anglaise : les blocs en Chambre ne proviennent que de majorités dans le pays.

Mais il n'en est pas moins vrai que, politiquement parlant, le résultat des élections est "l'isolement du Québec". Cette situation n'a pas été sans inquiéter de prime abord les Canadiens français. Ils se sont plaints amèrement de la campagne électorale menée contre eux parmi la population de langue anglaise : "La seule province déloyale (Québec) va-t-elle dominer les huit provinces loyales?—Pas de domination française !" Ils s'indignent d'être en butte à ces excitations. "La province de Québec, disent-ils, est la seule où nous formons la majorité, c'est aussi la seule où la minorité soit, à tous égards, traitée par la majorité sur le pied de l'égalité la plus complète. Déloyaux ! Parce que nous ne voulons pas de la conscription ! En Australie, la population est presque tout entière originaire de la Grande-Bretagne et elle est divisée sur cette question en deux parties à peu près égales; un referendum vient de donner aux adversaires de cette mesure une petite majorité. C'est le vieux levain antipapiste et antifrançais des Orangistes qui travaille la pâte anglo-canadienne." Mais il est fâcheux qu'afin de populariser leur attitude dans le conflit mondial les chefs nationalistes se soient laissés aller, par entraînement politique, à adopter quelques-uns des arguments les plus sophistiqués de l'impudente Allemagne touchant les responsabilités et la conduite de la guerre. Ils ont ainsi profondément blessé la vérité et la justice; par là, leur propagande dans la province de Québec a fourni l'aliment le plus substantiel aux polémiques violentes contre lesquelles leurs concitoyens d'origine française protestent aujourd'hui.